

**CENTRE REGIONAL D'ENSEIGNEMENT SPECIALISÉ EN
AGRICULTURE (CRESA), NIAMEY, NIGER ET
L'UNIVERSITÉ LIBRE D'AMSTERDAM, PAYS-BAS**

—
« Etude Sahélienne »



RAPPORT DEFINITIF
Aspects démographiques

Présenté par :
ATTAMA Dissirama Sabine,
Géographe Démographe

Niamey, Juin 2006

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCR : Bureau Central de Recensement

CRESA: Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture

CEDEAO : Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

EDSN : Enquête Démographique et de Santé au Niger

ENMU : Enquête Nigérienne sur les Migrations et l'Urbanisation

F CFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole

GRN : Gestion de ressources naturelles

MICSS : Multiple Indicators Cluster Sample Survey (Enquête à Indicateurs Multiple)

PASP: Projet Agro-Sylvo Pastoral

PIB : Produit intérieur Brut

RGP/H : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

TABLE DE MATIERES

I. Introduction	4
II. Contexte et méthodologie	4
III. Disponibilité en infrastructures sociales des sites	6
3.1. Les intervenants	6
3.2. Description des sites	6
IV. Caractéristiques démographiques des sites retenus	13
4.1 Origine et destination des principaux flux migratoires	16
4.2. Evolution de la population et du taux d'accroissement des régions et Départements concernés par l'étude	19
V. Conclusion générale	21
Références bibliographiques	23

I. Introduction

Depuis le début des années 80, le Niger traverse une crise économique due particulièrement à un renversement de tendance sur le marché de l'uranium, principale source de devise. Les politiques financières des grandes institutions internationales n'arrangent pas non plus les choses. Les premiers programmes d'ajustement structurel mis en œuvre par le gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International ont vu le jour dans les années 1985. Malheureusement, ces programmes d'ajustement structurel n'ont pas toujours fourni les résultats escomptés et parallèlement les difficultés économiques se sont aggravées à partir de 1990. Le Niger enregistre le PIB par habitant le plus faible de l'UEMOA avec 133 700F CFA (204 Euros) en 2003¹. Quant à la croissance économique, elle reste très faible tandis que le chômage qui est assez important et l'inflation restent mal maîtrisés. Ces difficultés se sont d'ailleurs conjuguées avec de fréquentes perturbations politiques et sociales depuis cette période. À cette situation s'ajoute la dévaluation du Franc CFA, la monnaie nationale que le Niger partage avec plusieurs autres pays de la sous-région, de 50%, en janvier 1994.

Le Niger est un pays dont l'économie repose sur l'agriculture et l'élevage. Mais ces activités sont menacées par la succession de sécheresses et l'appauvrissement et la dégradation des sols. Aussi, pour pallier ces difficultés, différents types d'actions de gestion des ressources naturelles (GRN) ont été réalisées dans plusieurs régions du pays. Ces actions, plusieurs années après, ont eu des effets multiformes. C'est pour mesurer ces conséquences qu'une équipe multidisciplinaire a été mise en place depuis Juillet 2005 afin que chaque expert, évalue dans son domaine, les différents impacts de ces actions de GRN.

Ce rapport compile les informations collectées lors de nos différentes missions pour donner quelques caractéristiques socioéconomiques des différents villages retenus. D'autres informations sont disponibles dans les différents guides d'entretien (focus) des enquêtes village et les guides de projet et il nous revient de les exploiter en même temps qu'il faille rechercher les données démographiques des sites qui ont été rajoutés. En cela, il ne nous paraît plus opportun de mener des enquêtes supplémentaires sur le terrain comme nous l'avons initialement suggéré. Par ailleurs, nous devons profiter de la nouvelle recherche dans les bases de données des recensements pour vérifier les données.

II. Contexte et méthodologie

Cette étude s'inscrit dans un contexte de constat généralisé que de successions de crises alimentaires de façon récurrente depuis un certains temps dans les pays du Sahel. Or, avec les sécheresses des années 70 et 80, un accent particulier a été mis les réalisations de restauration et de protection des sols. Après plus de 20 ans d'efforts, il est important de procéder à l'évaluation de ces interventions. Et c'est pour cela que, le Comité Inter Etats de Lutte contre la sécheresse au Sahel, en partenariat avec l'Université Libre d'Amsterdam et certains bailleurs de fonds (Coopération Suisse et USAID) ont engagé des études dans certains pays sahéliens pour évaluer les impacts des différentes réalisations.

¹ Commission de l'UEMOA, Mars 2005

Pour ce faire, une étude pilote a été menée au Niger au début de l'année 2005 pour tester les outils méthodologiques qui serviront de base pour la grande étude. Les résultats de cette étude pilote ont été présentés lors des différentes rencontres internationales notamment au Burkina Faso et à Bonn en Allemagne. C'est au cours de ces rencontres que l'aval a été donné pour la conduite de l'étude dénommée « Etude Sahélienne » placée sous la coordination scientifique du Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA) de l'Université Abdou Moumouni de Niamey. L'étude devrait permettre de répondre à la question suivante : « Comment identifier et analyser les multiples impacts des investissements dans la GRN et comment exprimer ces impacts en termes monétaires afin de pouvoir calculer la rentabilité économique de ses investissements ? ».

Le fondement méthodologique le plus important de l'étude est de comparer la situation avec et sans intervention, à partir d'une part de quelques sites qui ont bénéficié des investissements pour les GRN et ceux qui n'ont pas bénéficié (sites témoins). Pour avoir des éléments de comparaison sur le plan démographique, nous avons exploité les données issues des différents recensements quand elles étaient disponibles et nous avons visité tous les sites retenus pour discuter avec les populations et collecter ainsi des informations complémentaires mais nécessaires à la compréhension du problème. Nous avons effectué trois sorties pour couvrir les seize (16) sites retenus (avec et sans réalisations) dans trois régions du Niger à savoir Tillabéri, Tahoua et Maradi.

- une première mission a été conduite du 15 au 22 Septembre 2005 et nous a permis de visiter les villages de Kolloma Baba et Ourihamiza dans la Commune de Tahoua, les villages de Tinkirana et de Laba dans le département de Keita ainsi que la vallée d'Adouna et le village de Batodi dans le département de Illela. Dans la région de Maradi la mission s'est rendue à Maiguizaoua dans le département de Tessaoua et à Dan Saga dans le département d'Aguié.
- dans un second temps, nous avons visité du 29 Novembre au 04 Décembre 2005 les nouveaux sites qui ont été ajoutés suite à la réunion avec Chris Reij et ceux qui n'avaient pas pu être visités lors de la première mission. Il s'agissait des villages de Guidan Illa dans le département de Illela et de Garado Nord dans le département de Keita qui sont tous les deux des nouveaux sites témoins ainsi que celui Tama dans le département de Bouza qui n'avait pas pu être visité lors du premier passage à cause de l'épidémie de choléra qui sévissait en ce moment dans la zone. Dans la région de Maradi la mission nous avons visité Dourgou (département d'Aguié) qui n'avait pas pu être visité lors du premier passage.
- Une troisième sortie effectuée en deux temps nous permis enfin de visiter les villages de Gassikaïna dans le département de Tillabéri et de Bokanda dans le département de Ouallam les 02 et 03 Octobre 2005 puis Karébangou dans le département de Tillabéri en tant que village témoin le 15 Décembre 2005.
- La méthodologie utilisée a consisté, lors de toutes ces missions, à regrouper le maximum de personnes ayant intervenu dans le cadre de ces actions pour leur poser des questions sur l'intervention ou non d'un projet, le type de projet, le type d'interventions de GRN qui ont été menées ou non sur les sites et aussi les actions complémentaires de soutien et/ou d'appui à ces GRN.

III. Disponibilité en infrastructures sociales des sites

Seize différents sites ont été retenus pour la conduite de l'étude dans les trois régions citées ci-dessus). Parmi ces 16 sites, 4 sont des témoins (Dourgou, Karébangou, Guidan Illa et Garado nord), 3 doivent faire l'objet d'étude légère (Ourohamiza, Kolloma et Yonkoto (Namardé Goungou) tandis que les neuf (9) autres restants doivent être profondément étudiés.

3.1. Les intervenants

Les différentes actions de GRN ont été l'œuvre de plusieurs projets. On retiendra ainsi:

- le projet de développement rural de Tahoua à travers les banquettes, les demi lunes;
- le projet intègre de Keita à travers les banquettes et des tranchées de reboisement;
- Care International pour les brise-vent ;
- Projet FIDA avec des tassa et demi-lunes;
- Le PASP à travers des tranchées, cordons pierreux et demi lunes.

3.2. Description des sites

Les différents sites retenus sont des villages administratifs de taille variable. Ils sont le plus souvent composés de plusieurs quartiers ou de hameaux de culture sous la coupe du même chef de village. Les habitats sont le plus souvent regroupés et en banco. Presque tous les villages présentent les mêmes caractéristiques à part l'existence ou non d'un dispensaire ou case de santé ou l'enclavement par l'inexistence des routes. Les sites retenus se présentent comme suit par région.

- Boukanda

Situé au sud de Ouallam dans la région de Tillabéri, ce site est doté d'un comité de gestion villageois. Les principales activités sont l'agriculture et l'élevage. La population est composée essentiellement de djermas. Il existe dans ce village une école, un dispensaire et même d'autres infrastructures comme les banques céréalières laissées par le projet. L'habitat est constitué de maisons en banco. L'accès à Boukanda est assez facile parce que le village est situé sur l'axe Niamey Ouallam, à 40 kilomètres de Niamey.

- Gassikayna

Situé au sud de Tillabéri sur l'axe Niamey Tillabéri avec la bifurcation au niveau du village de Kokomani, ce site relève de la Commune de Sansané Haoussa. Il a reçu des interventions de récupération des terres de glaciais grâce à des techniques simples de CES/DRS, sous forme de travail contre nourriture.

La population est composée de Touaregs et de peulhs qui pratiquent essentiellement l'agriculture et l'élevage. Comme infrastructures, le village dispose d'un puits foré par le PASP mais qui tari souvent et d'une école créée depuis 05 ans. Il n'y a pas de marché ni de dispensaire dans le village. Pour les échanges commerciaux, le village fréquente le marché de Kokomani qui est situé à 8 kilomètres du village. Le mode transport utilisé est la charrette et les prestations sont souvent payantes car très peu de personnes en possèdent dans le village.

On dénombre deux vélos dans le village. L'habitat est regroupé et les maisons sont en banco mais recouvertes de paille.

Pour les soins, les malades de Gassikayna doivent se rendre à Sona à pied ou sur une charrette. C'est aussi à Sona qu'on peut se procurer les produits pharmaceutiques. Les principales maladies sont le paludisme, le rhume et les maux de ventre.

Il n'y a aucune pratique de cultures de contre saison sur ce site par manque d'eau ce qui fait que les jeunes quittent le village pour les pays comme le Nigéria, le Bénin, le Ghana où ils ont des parents qui les accueillent facilement.

- **Karébangou (Gorou 1)**

Ce site qui relève de la commune de Sansané Haoussa est situé à 32 km à l'Est de Gassikayna dans le département de Tillabéri mais n'a pas bénéficié d'une quelconque intervention de projet. L'accès est très difficile. C'est un village habité par les djerma qui pratiquent l'agriculture et l'élevage. L'habitat est regroupé et les maisons sont en banco couvertes de pailles. On remarque quelques maisons en banco qui sont, d'après les villageois un signe d'aisance. Le village est subdivisé en six quartiers. Il dispose de plusieurs infrastructures dont un marché, un forage et un puits, une école et une case de santé. Les principales maladies sont le paludisme, le rhume et les maux de ventre dus à la consommation d'eau non potable car le puits et le forage ne suffisent pas pour ce village, ses populations, ces animaux, ceux qui fréquentent le marché et les élèves qui viennent des villages et hameaux environnants.

Il existe dans ce village un comité de gestion de la mini adduction d'eau potable car deux seaux d'eau sont vendus à 5F CFA et une association de femmes assez active. Les baisses des productivité des terres font que les jeunes quittent juste après les récoltes pour aller à Komabangou, le site aurifère. D'autres vont à Abidjan, Cotonou, Lomé et en Algérie pour chercher le complément nécessaire à leur survie.

- **Yonkoto (Namardé Goungou)**

De ce qu'on sait du rapport des autres collègues car nous n'avons pas pu visiter ce village, "ce site a bénéficié des plantations à base d'*Eucalyptus camaldulensis* faites par le projet forestier IDA ayant pour objectif de ravitailler la ville de Niamey en bois d'énergie. Des gros moyens financiers ont été déployés mais actuellement, ces réalisations ont été complètement détruites pour l'essentiel et remplacées par les cultures. C'est un véritable échec. Il est donc nécessaire d'évaluer le potentiel existant afin de pouvoir déterminer la situation actuelle et de déterminer les causes de cet échec". Tous comme les autres sites, ce village aussi sera visité.

- **Maignizawa**

Situé à 43 km au nord de Tessaoua, dans la région de Maradi, ce site a bénéficié des interventions de Care International notamment en ce qui concerne les plantations des brise vents et la pratique de la régénération naturelle assistée, il y a un peu plus de quinze ans. Maignizaoua est un gros village habité par des Haoussa et des Peulhs et qui comprend huit quartiers. L'habitat est regroupé et les maisons sont en banco, très bien construites. Les blocs sont individualisés et les routes bien tracées. Les principales activités des populations sont l'agriculture et l'élevage. Il est rattaché à la Commune de Tessaoua ce qui n'est pas sans causer des problèmes compte tenu de la distance qui sépare le chef de la commune du village.

La village a une école créée il y a environ 45 ans et un marché qui se tient tous les vendredis. Il y a un forage qui fournit de l'eau potable au village et qui a été installé par le Projet de Réduction de la Pauvreté (PRP). Il existe aussi des moulins à grain (farineuse, sans décortiqueuse). Comme moyens de transport, on a les charrettes, les vélos, les motos et même des voitures. Comme dans les autres villages de l'étude, les jeunes de Maïguizaoua aussi vont en exode vers le Nigéria mais ici l'exode est considéré comme un échec social.

Le village est doté d'un dispensaire depuis cinq ans ce qui réduit énormément les problèmes de santé. Ici, les populations se plaignent le plus souvent de paludisme.

- **Dan Saga**

Ce terroir villageois situé dans le département de Aguié dans la région de Maradi, a connu l'intervention du projet FIDA Aguié à travers la pratique de la régénération naturelle assistée, la mise en place des comités villageois de gestion et la création d'une dynamique autour de la question environnementale. Dans Saga est situé à 22 kilomètres au Nord de Aguié. Il a été créé depuis 1850 par un cultivateur appelé Kamtako qui est venu du Nord de Ourafan à la recherche des terres de cultures. Il est habité par des haoussa et des peulh et composé de cinq quartiers et trois hameaux. Les principales activités sont l'agriculture, l'élevage et le commerce. Ce village dispose de deux puits cimentés, deux forages, deux puits traditionnels, quatre moulins privés, d'un marché hebdomadaire (qui se tient tous les jeudi) et d'une école créée il y a plus de 25 ans.

Cependant, le village ne dispose pas de dispensaire ce qui l'expose à d'énormes problèmes d'évacuation sanitaire surtout pour les femmes enceintes. Le Centre de Santé Intégrée (CSI) le plus fréquenté est celui de Nakikarfi qui est situé à huit kilomètres. Bien que l'accès soit facile suite à la construction d'une route il y a six ans, il faut noter un manque d'infrastructures de transport. Par contre d'autres infrastructures, octroyées par le projet (charrue, semoir, bancs, nattes, etc.) existent et on dénote aussi une organisation villageoise très poussée.

Malgré cette marque indélébile du passage du projet et les différentes formations reçues par certaines personnes, les jeunes, à l'instar de ceux des autres sites, connaissent les migrations vers le Nigéria, la Libye, la Côte d'Ivoire et vers Agadez.

- **Dourgou ou Tawalala**

C'est un site qui est situé au nord d'Aguié entre la limite administrative des départements de Tessaoua et Aguié, dans la région de Maradi. Il relève de la Commune de Aguié. Il est peuplé de Haoussa, de Peulh et de Touareg qui font de l'agriculture et de l'élevage. Comme infrastructure, le village dispose d'une école créée il y a un an et d'une case de santé non fonctionnelle. Pour les problèmes de santé, ils sont donc obligés de se référer, pour les principales maladies qui sont le paludisme et les infections respiratoires, à Nakikarfi et Daweye qui sont tous deux à une heure de route à pied. Il n'y a pas de marché à Dourgou et donc les échanges commerciaux se font aux marchés de Aguié, Gazaoua et Tessaoua. Le moyen de transport le plus utilisé est la charrette. Le village dispose d'un forage et d'un puits pour l'alimentation en eau potable qui connaissent une forte pression parce qu'ils abreuvent aussi les animaux.

Les femmes de Dourgou font de l'extraction d'huile d'arachide et du petit commerce suite aux crédits qui leur a été octroyés par l'UNICEF. Quant aux hommes et surtout les jeunes, après la saison des pluies ils quittent le village pour aller vers Agadez, au Nigéria et dans une moindre mesure au Ghana.

- **Ourohamiza**

Situé à 60 km au nord de Tahoua, ce site a reçu des interventions des suisses et de la mission catholique depuis les années 1975 et un peu plus tard celles du Projet de Développement Rural de Tahoua (PDRT) . Ce village dépend de la commune rurale de Bermo, dans le Département de Tahoua. Il est habité majoritairement de Haoussa auxquels s'ajoutent des Touareg qui pratiquent l'agriculture et l'élevage. Il est composé de sept hameaux dispersés dans la vallée appelée Ourohamiza qui est un puits. Comme infrastructures, le village dispose d'une école créée en 1949, d'un dispensaire construit mais non opérationnel obligeant les gens à aller se soigner à Bermo, à 15 kilomètres. Les moyens de transport utilisés sont les motos et les charrettes. Les maisons sont en banco, dispersés dans toute la vallée, mais on a un noyau central.

Après les cultures, les gens pratiquent du maraîchage en creusant des puits traditionnels. Ils y produisent les courges, les tomates et les oignons. Il n'y a pas de marché à Ourohamiza ce qui fait que les échanges commerciaux se font à Bermo et Abuja ou encore dans les grands centres comme Tchinta ou Tabalack. Les jeunes quant à eux vont chercher des lendemains meilleurs en Libye, en Côte d'Ivoire, en Belgique, au Cameroun et au Nigéria dans une moindre mesure.

- **Kolloma Baba**

C'est un site qui est situé à 10 km à l'Est de Tahoua et relève de la Commune de Tahoua. Le projet de Développement Rural de Tahoua (PDRT) a intervenu pour récupérer le plateau dégradé et redistribuer ces terres. La gestion des arbres plantés issus de la régénération naturelle est l'œuvre d'un comité villageois de gestion et la terre octroyée devient propriété du bénéficiaire.

Kolloma Baba est un grand village subdivisé en neuf quartiers. Il est habité par des Haoussa qui pratiquent l'agriculture et l'élevage. Les maisons sont en banco et l'habitat est regroupé. Il existe même des maisons en matériaux définitifs et une électrification est amorcée. Il existe une école primaire depuis 1960 et même un collège d'enseignement général. Cependant, il n'y a pas de dispensaire, mais un centre médical privé et les prises en charge des malades se font à Tahoua. Il n'y a non plus pas de marché et les principaux échanges commerciaux se font avec la ville de Tahoua surtout qu'il n'y a aucun problème de desserte. Kolloma est en effet situé sur l'axe Tahoua Agadez, sur la route bitumée. Mais tout ceci ne préserve pas ce village de la migration. Les principaux courants migratoires sont ceux qui mènent vers la Côte d'Ivoire, la Libye, le Cameroun et le Gabon et ces migrations sont de très longues durées qui se traduisent par l'envoi des capitaux pour aider aux travaux champêtres.

- **Adouna ou Guidan Toudou**

Le village de Adouna est situé à 60 km à l'est de la ville de Tahoua sur l'axe Rididi Tamaské. Il dépend de la Commune de Kalfou et l'accès est un peu difficile. Le site de Adouna a été retenu à cause des différentes interventions du projet de développement rural de Tahoua

(PDRT) et le programme spécial du Président de la République du Niger. C'est un site qui possède une vallée très riche avec des seuils d'épandage pour les cultures de contre saison et le plateau et les versants très bien traités ainsi que les dunes vives fixées.

Le village est peuplé de Haoussa et l'habitat est regroupé. Les maisons sont en banco. Les principales activités sont l'agriculture et l'élevage. Le village possède une école de trois classes, un centre de santé intégré (CSI) et deux puits cimentés. Il existe toute une dynamique villageoise de développement à travers les différents comités et la disponibilité des terres et la formation des ressources humaines, ainsi que le matériel de travail. Mais il n'en demeure pas moins que Adouna non plus n'est pas à l'abri des migrations des jeunes qui vont, comme tous ceux de la région de Tahoua, vers la Côte d'Ivoire, la Libye, le Cameroun et le Gabon.

- **Batodi**

Le village de Batodi est situé dans le Département d'Illéla, dans la région de Tahoua, à moins d'une dizaine de kilomètres de la route bitumée Konni-Tahoua. L'accès est relativement facile. Le village a bénéficié des réalisations du Projet FIDA Badaguichiri qui a intervenu dans cette zone située au sud d'Illéla où la dégradation des terres était très poussée. Le projet a eu à utiliser des techniques très de CES/DRS et 15 ans après, les populations ont récupéré toutes les terres dégradées de leur terroir.

Le village est peuplé de Haoussa qui sont majoritaires, de Touaregs et de quelques Peulhs qui exercent l'agriculture, l'élevage et le petit commerce. Les maisons sont en banco avec des renforcements de pierres et l'habitat est regroupé. Il est subdivisé en quatre quartiers.

Il existe une école dans le village qui est vieille de cinq ans ainsi qu'un magasin servant de banque céréalière construit par le projet, mais il n'y a ni dispensaire, ni marché. Pour les soins, les malades de Batodi vont au dispensaire de Tajayé alors que pour les échanges commerciaux, ce sont les marchés de Guidan Idar (Mardi), Badaguichiri (Jeudi) et Damnu (Samedi) qui sont les plus fréquentés. Les moyens de transport utilisés sont les charrettes, les vélos et les motos.

Les jeunes de Batodi aussi quittent leur village après les récoltes pour chercher un hypothétique meilleur avenir. Ils vont vers le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Libye, le Cameroun et aussi à Agadez.

- **Guidan Illa :**

C'est un site situé à 13 km au sud d'Illéla et 8 km à l'ouest de Batodi. Ce site n'a reçu aucune intervention ni du projet FIDA ou de tout autre projet. L'accès au village est un peu difficile de Batodi, mais plus facile de Illéla, mais plus long. C'est un village habité par des Haoussas et dont les constructions sont des maisons en banco qui constituent un habitat regroupé.

Les principales activités des populations de Guidan Illa sont l'agriculture et l'élevage et ces activités sont exercés dans un environnement austère. Il y a une école de deux classes dans ce village mais il n'y a ni dispensaire, ni marché. Tout comme à Batodi, pour les soins, les malades de Batodi vont au dispensaire de Tajayé alors que pour les échanges commerciaux, ce sont les marchés de Guidan Idar (Mardi), Badaguichiri (Jeudi), Damnu (Samedi) et aussi Illéla qui sont les plus fréquentés. Les moyens de transport utilisés sont là aussi les charrettes, les vélos et les motos.

Les jeunes de Guidan Illa non plus ne sont pas à l'abri des tentations migratoires surtout que le milieu dans lequel ils vivent n'est plus favorable au bon exercice de leurs activités économiques. Ils vont ainsi vers le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Libye, le Cameroun et aussi à Agadez.

- **Tinkirana**

Situé au nord ouest de Keita dans le Département de Keita, dans la région de Tahoua, Tinkirana a bénéficié de l'appui du Projet Intégré Keita qui a traité un glacis dénudé par des travaux mécaniques (sous-solage et banquettes) pour récupérer les terres et les redistribuer aux populations qui y pratiquent de l'agriculture. Ces actions ont eu lieu de 1987 à 1993. Les principales activités sont l'agriculture et l'élevage.

Tinkirana est un village constitué de maison en banco. L'habitat est très dispersé. La population est essentiellement touareg. Le village n'a ni dispensaire, ni marché, mais dispose de deux écoles réparties dans les deux principaux quartiers parmi les cinq qui constituent ce site. Le marché et le dispensaire fréquentés sont ceux de Ibohamane.

En l'absence de toute activité après les récoltes, l'exode prend une place importante et les revenus qui proviennent de cette activité constituent un apport substantiel aux moyens de survie de ceux qui n'ont pas pu se déplacer. La Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Nigéria constituent les principaux pôles d'attraction de ces jeunes migrants.

- **Laba**

Laba est aussi un site qui se trouve dans le Département de Keita (au sud de Keita) et qui a bénéficié des réalisations du Projet Intégré Keita. Il relève de la commune de Garhanga et se compose de six quartiers. C'est un grand village qui dispose d'un grand marché qui se tient tous les dimanche. La population est haoussa qui comme principales activités l'agriculture, l'élevage et le commerce. Les maisons sont en banco et l'habitat est regroupé.

Il existe un forage et un puits cimenté qui permettent d'avoir de l'eau potable ainsi qu'une école construite en 1960. Le village dispose d'un moulin et d'une banque céréalière gérés par les femmes. Le dispensaire du village a été construit en 2000 par un commerçant du village.

L'accès de Laba est très facile parce que situé sur l'axe latéritique Keïta Bouza Madaoua et il y a des voitures, des motos et des charrettes dans le village. Mais toutes ces caractéristiques en apparence favorables, ne préservent pas Laba du fléau de la migration car les jeunes vont souvent pour longtemps à Niamey, au Nigéria, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Libye et en Algérie. Le plus souvent ils envoient de l'argent quand ils ne viennent pas pour les cultures et ceux du Nigéria envoient de la nourriture.

- **Garado nord**

Ce site est situé à 8 km au sud-ouest de Laba et relève de la commune de Garhanga. Ce site contrairement aux villages environnants, n'a reçu aucune intervention du projet intégré Keita. C'est un village qui existe il y a un peu plus de 80 ans parce que la population est venue de Garado Sud. C'est un village qui se caractérise par un habitat regroupé et dont les

constructions sont en banco. La présence de greniers est frappante dans ce village. Les habitants sont des haoussa qui pratiquent l'agriculture et l'élevage. Le village est subdivisé en treize quartiers.

Comme infrastructure, il existe une école vieille de 32 ans, trois puits cimentés et deux puits traditionnels permettant d'avoir de l'eau assez potable pour les personnes et pour les animaux, une case de santé construite il y a trois ans et qui est fonctionnelle. Cependant il n'y a pas de marché et les échanges se font à Laba et à Garhanga. Le pays d'attraction des jeunes de Garado Nord pour les migrations est essentiellement le Nigéria.

- **Tama**

Ce village est situé à 60 km à l'ouest de Bouza dans la magia dans le Département de Bouza. Il a bénéficié des réalisations de Care International qui sont des plantations de neem (*Azadirachta indica*) et *Acacia nilotica* qui datent de plus de 20 ans. Il est habité par des haoussas qui pratiquent l'agriculture (culture de saison de pluies et cultures de contre saison avec notamment l'oignon et le tabac y sont beaucoup cultivés), l'élevage et le commerce. C'est un grand village dont l'accès est parfois difficile. Il dispose d'un marché, de quatre écoles, d'un collège d'enseignement général, d'un dispensaire et de plusieurs infrastructures communautaires. Les constructions sont en banco et l'habitat est regroupé. L'eau potable est disponible dans le village. Les jeunes de Tama aussi se déplacent vers le Nigéria après les activités champêtres.

IV. Caractéristiques démographiques des sites retenus

Les caractéristiques démographiques des différents sites retenus reposent sur l'évolution des populations (effectif de la population, répartition par sexe et nombre de ménages en 1988 et en 2001 dates des second et troisième recensements généraux de la population). Il aurait été intéressant de remonter jusqu'en 1977, date du premier recensement pour avoir toute l'évolution dans le temps et dans l'espace des différents sites. Mais il se trouve que la base de données de 1977 n'a pas pu être consultée parce qu'introuvable. Nous nous sommes donc contentés des informations fournies par les deux derniers recensements pour ce qui est de l'évolution des effectifs de population et du nombre des ménages.

L'accroissement démographique d'une population est la conjugaison des effets de trois phénomènes démographiques à savoir la fécondité, la mortalité et les migrations. Les différentes enquêtes et les trois recensements recensement donnent le niveau de ces indicateurs pour les différentes régions de localisation de nos sites d'étude. Selon le dernier recensement de 2001, l'indice synthétique de fécondité qui exprime le nombre moyen d'enfants qu'une femme nigérienne met au monde pendant toute sa vie féconde est très élevé dans les différentes régions. Il est de 5,97 enfants par femme dans la région de Tahoua, 6,78 enfants par femme à Tillabéry et 8,16 enfants par femme à Maradi². En 1988, ces indices étaient de 7,7, 6,9 et 7,7 respectivement pour Maradi, Tahoua et Tillabéry³ ce qui ne nous permet pas de parler, globalement, de baisse significative de ce phénomène. En effet, on note une baisse significative seulement à Tahoua, mais une plus grande fécondité à Maradi.

Les niveaux de mortalité sont également élevés dans ces régions. En l'absence des données sur la mortalité générale, on a le niveau de la mortalité infantile de 2000 qui traduit d'une certaine façon la situation des différentes régions. C'est ainsi qu'on a pour Maradi un quotient de mortalité infanto juvénile de 306 pour mille, pour Tahoua 263 pour mille et Tillabéri qui enregistre un niveau de 213 pour mille⁴. La mortalité infanto juvénile donne le niveau de mortalité des enfants de 0 à 5 ans et constitue un bon indicateur de mesure de niveau de santé au sein d'une population. Ce niveau montre bien qu'il y a des problèmes d'accès aux soins pour une population dont les enfants sont exposés aux risques de plusieurs maladies notamment le paludisme et les maladies diarrhéiques et qui, assez souvent, ne dispose pas de centre de santé.

Outre la fécondité et la mortalité qui sont les éléments de détermination de la croissance, nous avons aussi les migrations qui, dans le cas de notre étude, jouent un rôle déterminant comme nous l'avons vu à travers les différentes discussions que nous avons eues avec les populations rencontrées. En effet, les migrations, phénomène qui traduit le déplacement des populations d'une région vers une autre, jouent un rôle très important dans la dynamique d'une population. Elles influencent aussi les facteurs de production dans les régions concernées, notamment la main d'oeuvre. En effet, dans nos pays, les individus qui quittent les campagnes à la recherche d'un emploi hypothétique en milieu urbain, privent leur région d'origine, en cas de non retour, de main d'oeuvre agricole alors qu'ils vont accroître très probablement la masse des chômeurs urbains. C'est l'observation qui a été faite lors de nos entretiens avec les

² République du Niger, Ministère de l'Economie et des Finances, Secrétariat Général, Bureau Central du Recensement, 2005, Rapport d'analyse des résultats définitifs du 3^e RGP/H – 2001, La fécondité, Niamey, Novembre, 96 pages

³ Idem

⁴ République du Niger et UNICEF, 200, Enquête à indicateurs multiples de la fin de décennie (MICS 2), Niamey, Décembre, 149 pages

populations rencontrées. Lors de ces entretiens, il en est ressorti que les migrations font partie des principales stratégies de survie surtout pour les jeunes, en cas de non activité dans leur village respectif. Aussi, si pendant longtemps, les actions de GRN ont été une solution à l'exode et aux migrations, depuis qu'elles ont pris fin, ces deux phénomènes ont repris même si, selon le tableau 1, on observe une croissance démographique (qui est imputable à plusieurs facteurs), dans la majorité des villages avec intervention entre 1988 et 2001 et une diminution de la population dans les villages témoins, avec Namardé Goungou comme exception.

Les différentes discussions que nous avons eues avec les populations des différents sites ont fait ressortir néanmoins la reprise des déplacements des bras valides vers d'autres horizons. Cette reprise serait due au fait que les terres se dégradent de plus en plus alors que la population s'accroît chaque jour un peu plus ce qui se traduit par des besoins en terres cultivables beaucoup plus accrus. En effet, les superficies des terres, d'après nos différents entretiens, ont été identiques depuis toujours et l'appropriation se fait par héritage. Il y a eu très peu de cas de possibilité d'achat ou de vente de terres. Il apparaît donc clairement que les possibilités d'exploitation des terres ne suivent pas du tout l'accroissement démographique et que dans ce cas, la seule alternative qui reste est d'aller chercher un lendemain meilleur ailleurs. Dans ce cas, les migrations ont des effets directs sur la distribution spatiale de la population. Elles peuvent de ce fait accroître certaines inégalités sociales en matière de santé, d'éducation, de distribution de revenus.

Avec le développement des grandes villes africaines comme Accra, Lagos, Abidjan, Lomé, Cotonou pour ce qui est de l'Afrique de l'Ouest, on va assister à un mouvement des jeunes de ces sites vers ces pays où ils vont s'adonner au commerce ou constituer une main-d'œuvre dans les plantations. Par ailleurs, il arrive que, dans certains cas, d'autres aillent dans des contrées lointaines comme le Cameroun et parfois en Europe et aux Etats Unis comme nous ont déclaré les populations de certains sites visités. Mais outre ces phénomènes migratoires on observe aussi des déplacements saisonniers vers certaines grandes villes du pays. Mais ces déplacements constituent un phénomène négligeable aux dires des populations qui expliquent que, quand la décision de partir s'impose ou se prend, le plus souvent c'est pour aller en dehors du Niger et notamment vers les pays où on est sûr de compter sur une solidarité de groupe. Ces pays sont le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Ghana. Les informations sur l'exode des campagnes vers les villes sont, dans de telles situations, difficilement mesurables, en dehors des études spécialisées qui n'existent malheureusement pas. Comment donc, dans ce contexte, a évolué la situation démographique des différents sites ?

Il est important pour ce faire de recourir aux différentes bases de données qui donnent une évolution entre deux recensements, de la situation démographique de chaque site. Le tableau 1 nous donne l'évolution démographique des populations et ménages des sites de notre enquête ce qui peut nous donner une vue synoptique de la démographie des sites de notre étude..

Tableau 1 : Evolution des ménages et de la population des sites de 1988 à 2001

Localité	RGPH 1988				RGPH 2001			
	Homme	Femme	Total	Ménages	Homme	Femme	Total	Ménages
Maiguizawa	1237	1420	2657	359	1417	1468	2885	368
Dan Saga	546	627	1173	170	786	836	1622	207
Batodi	334	330	664	110	472	473	945	1148
Tinkirana	805	748	1503	265	950	1023	1973	307
Labá	1510	1589	3099	529	1845	1929	3774	548
Kolloma	1826	2041	3867	696	2699	2950	5649	896
Tama	1670	1850	3520	551	2392	2396	4788	760
Boukanda	670	620	1290	145	776	780	1556	156
Gassikayna	121	125	246	42	142	153	295	41
Ourohamiza	331	395	726	120	567	574	1141	122
Adouna	1351	1446	2797	493	2135	2139	4274	540
Namardé Goungou	347	332	679	75	236	249	485	60
Dourgou	398	448	846	90	331	331	662	82
Guidan Illa	347	304	651	106	240	246	486	75
Garado Nd	764	823	1587	254	1158	1211	2369	345
Karébangou	459	482	941	84	585	632	1217	168

Source: Compilation des données des RGP/H 1988 et 2001

Les informations contenues dans ce tableau montrent que tous les villages n'ont pas connu la même évolution. Plusieurs villages ont connu un accroissement rapide de leur population alors que d'autres, ont vu leur population diminuer et présentent même une certaine incohérence. C'est le cas de Dourgou et de Guidan Illa qui se sont dépeuplés et Gassikayna et Namardé Goungou qui sont restés stationnaires. Si les premiers n'ont connu aucune intervention, les autres par contre ont bénéficié des actions de l'un ou l'autre des projets. Le cas de Namardé Goungou et de Gassikayna peut s'expliquer notamment par le fait que ce village est à proximité de Niamey et qu'en cas de difficulté, les populations préfèrent se transférer à la capitale pour trouver des moyens de leur survie. C'est ce qui se remarque aisément dans la ville de Niamey où on rencontre les ressortissants de ces régions qui s'adonnent à toute sorte de petits métiers. Ce constat est très intéressant pour notre étude car il se dégage une situation où la population des villages témoins a tendance à diminuer comme c'est le cas de ...Dourgou, Guidan Illa, Karébangou avec comme seule exception Garado Nord .et la population des villages avec intervention augmente, exception faite de Namardé Goungou où les actions de plantation d'arbres furent un échec.

L'explication de cette situation tient au fait que l'économie du Niger repose, en grande partie, sur les activités agricoles liées elles-mêmes essentiellement à la pluviométrie. Pourtant, malgré de nombreuses années, pendant lesquelles le pays a eu de bonnes récoltes agricoles, au cours de ces deux (2) dernières décennies, l'économie nigérienne est en crise depuis 1982-1983. Parallèlement, les différentes attaques des criquets dans le pays (comme celle de 2004) et dans la sous-région n'arrangent pas les choses et les récoltes bien que bonnes sont parfois dévastées provoquant une insécurité alimentaire qui pousse parfois des villages entiers à se vider. Les bras valides s'en vont chercher un avenir meilleur partout où ils peuvent. L'analyse de la migration à partir des données du dernier recensement a fait ressortir l'importance de la migration au Niger.

Les migrations subsistantes permettent d'avoir une idée des migrations du moment et de calculer quelques indicateurs comme l'incidence des migrations dans la population nigérienne. L'importance de la migration se traduit par le nombre de personnes ayant effectué au moins une fois dans leur vie un déplacement en dehors de leur lieu de naissance. Pour mesurer l'importance de la migration, nous répartissons la population totale nigérienne en migrants et non migrants. L'importance des migrations se mesure par le volume des migrants. Le tableau N°2 nous donne le volume des migrations et des migrations subsistantes dans la population sédentaire ainsi que quelques indicateurs associés.

Tableau 2 : Données globales sur les migrations subsistantes durée de vie au Niger en 2001

Indicateurs de référence	Sexe		Ensemble	Rapport de masculinité	Indice parité ⁵ (%)
	Hommes	Femmes			
Population sédentaire	5 380 997	5 423 088	10 804 085	99,2	-
Effectif des migrants	666 504	507 207	1 173 711	131,4	-
Volume global des migrations subsistantes durée de vie	377 539	378 536	756 075	99,7	-
Importance des migrations %	12,36	9,35	10,86	-	132,19
Incidence des migrations (%)	7,02	6,99	7,00	-	100,43
Intensité des migrations (%)	56,64	74,63	64,42	-	75,89

Il ressort de l'examen de ce tableau que, au Niger, sur une population sédentaire de 10.804.085 personnes, on dénombre 1.173.711 migrants permanents à l'intérieur du pays soit 10,86%. Il s'agit là des personnes résidentes ayant effectué au moins une migration au cours de leur existence. La migration intérieure permanente au Niger est un phénomène qui touche la population à une faible proportion. Cependant, il faut souligner que cet indicateur ne prend pas en compte la population migrante absente du pays, ce qui de fait sous estime la migration et constitue une des limites des données de recensement. Cette importance est plus élevée chez les hommes que chez les femmes (12,36 contre 9,35%). Ceci veut dire que, parmi ces migrants, on dénombre beaucoup plus d'hommes que de femmes. Le rapport de masculinité de la population migrante est de 131,41.

4.1. Origine et destination des principaux flux migratoires

Les origines et les destinations sont très importantes pour comprendre les flux migratoires. Selon la connaissance de la région d'origine, on peut savoir si le phénomène est conjoncturel

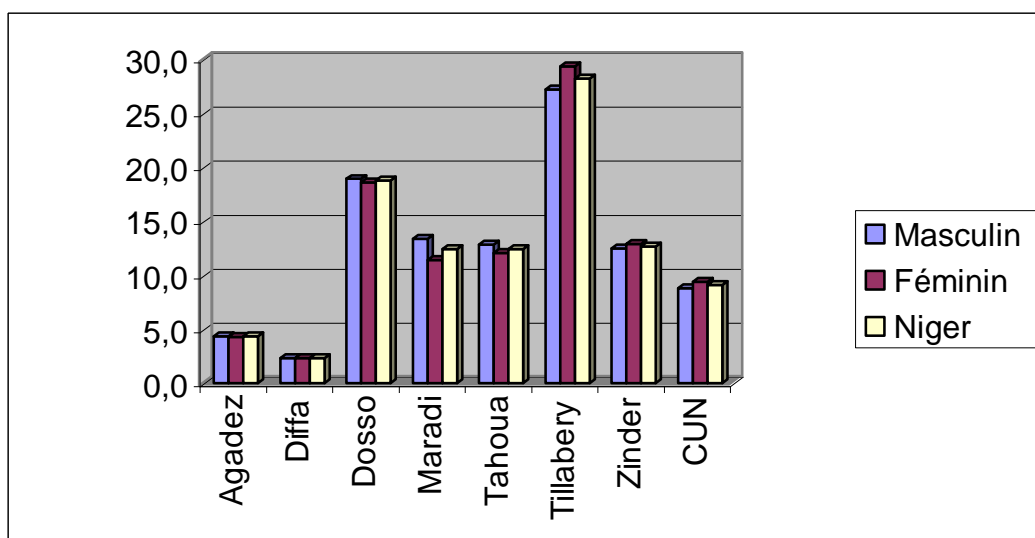
⁵ L'indice de parité est égal aux indicateurs (importance, incidence, intensité) migratoires des hommes sur ceux des femmes multipliés par 100.

ou s'il est durable. Le tableau 03 donne les différentes origines et destinations des migrations internes durées de vie ce qui permet de dégager le poids de chaque département dans l'apport migratoire interne.

Tableau N° 3 : Origine des migrants inter départementaux

Département d'origine	HOMMES		FEMMES		ENSEMBLE	
	EFFECTIFS	%	EFFECTIFS	%	EFFECTIFS	%
Agadez	10689	4,3	9940	4,3	20629	4,3
Diffa	5624	2,3	5351	2,3	10975	2,3
Dosso	46554	18,9	43168	18,5	89722	18,7
Maradi	32888	13,3	26447	11,4	59335	12,4
Tahoua	31513	12,8	27953	12,0	59466	12,4
Tillabery	66931	27,2	68176	29,3	135107	28,2
Zinder	30698	12,5	29922	12,9	60620	12,6
CUN	21553	8,7	21803	9,4	43356	9,0
Ensemble	246450	100,0	232760	100,0	479210	100,0

Graphique 1 : Origine des migrants inter départementaux

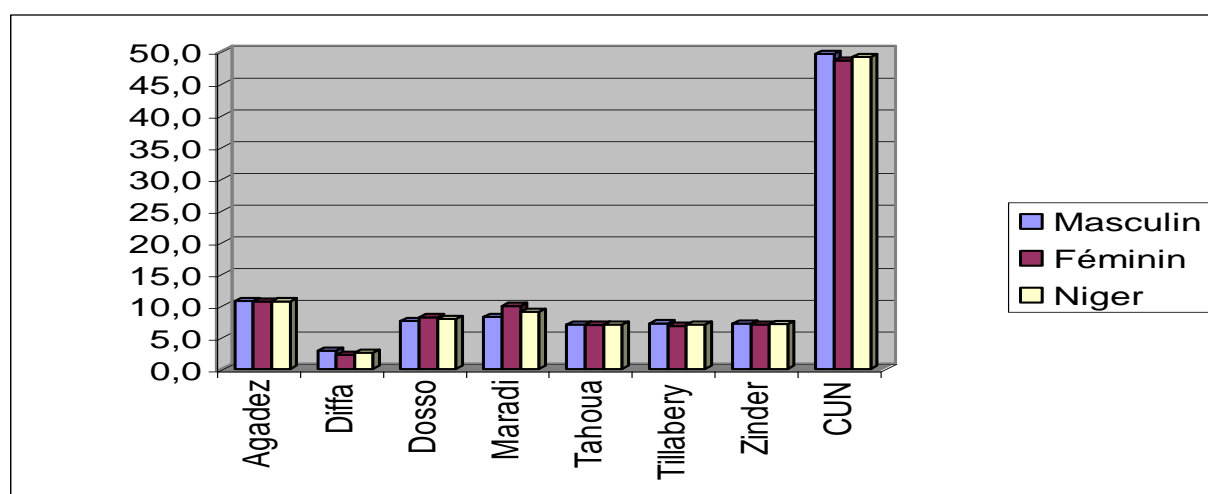


L'analyse des migrations selon l'origine fait ressortir le fait que le département de Tillabéry fournit le plus grand contingent de migrants interdépartementaux avec 28,2%. Il est suivi du département de Dosso avec 18,7%. Les départements de Maradi, Tahoua et Zinder viennent ensuite avec un peu plus de 12% des migrants internes. La Communauté Urbaine de Niamey, les départements d'Agadez et de Diffa sont ceux qui contribuent le moins à la migration avec respectivement 9%, 4,3% et 2,3%.

Tableau N° 4 : Destination des migrants inter départementaux

DEPARTEMENT D'ACCUEIL	MASCULIN		FEMININ		ENSEMBLE	
	EFFECTIFS	%	EFFECTIFS	%	EFFECTIFS	%
Agadez	26272	10,7	24638	10,6	50910	10,6
Diffa	6996	2,8	5118	2,2	12114	2,5
Dosso	18593	7,5	18959	8,1	37552	7,8
Maradi	20102	8,2	23045	9,9	43147	9,0
Tahoua	17169	7,0	16125	6,9	33294	6,9
Tillabery	17640	7,2	15754	6,8	33394	7,0
Zinder	17557	7,1	16198	7,0	33755	7,0
CUN	122121	49,6	112923	48,5	235044	49,0
Ensemble	246450	100,0	232760	100,0	479210	100,0

Graphique 2 : Destination des migrants inter départementaux



Pour ce qui est de destinations par contre, nous voyons que la Communauté Urbaine de Niamey contribue la principale destination des migrants internes durée de vie avec 49,0%. Elle est suivie du département d'Agadez qui attire 10,6% des migrants internes durée de vie. Ceci nous amène à dire que les régions qui attirent le plus de migrants interdépartementaux sont celles qui fournissent le moins de migrants aux autres régions du pays. Néanmoins, Diffa se particularise avec un apport faible et une attraction faible. Pourquoi insérer tableau 5 qui donne des données pour 1988, qui ne sont pas analysées ou comparées avec celles de 2001 ?

4.2. Evolution de la population et du taux d'accroissement des régions et départements concernés par l'étude

Partant du fait que l'accroissement démographique n'est perceptible qu'à une très grande échelle, il est intéressant d'illustrer les précédentes observations par des données plus importantes et pour cela, nous avons pris le niveau départemental et régional.

Tableau 5 : Population et taux d'accroissement intercensitaire moyen des départements et régions des sites retenus pour l'étude sahélienne

REGION / Département	Période de référence			Taux d'accroissement inter censitaire annuel moyen (%)	
	1977	1988	2001	1977-1988	1988-2001
MARADI	949 747	1 389 433	2 235 748	3,5	3,7
Aguié	125 097	172 960	276 938	3,0	3,7
Dakoro	178 107	258 098	435 174	3,4	4,1
Guidan Roundji	138 905	210 610	348 321	3,9	3,9
Madarounfa	186 305	306 212	439 431	4,6	2,8
Mayahi	167 567	227 812	392 123	2,8	4,3
Tessaoua	144 482	213 737	343 761	3,6	3,7
TAHOUA	993 615	1 308 598	1 972 729	2,5	3,2
Abalack	-	-	80 777	-	-
Birnin Konni	175 159	253 879	363 176	3,4	2,8
Bouza	142 061	180 805	277 782	2,2	3,4
Illéla	131 744	175 080	263 832	2,6	3,2
Keïta	127 439	159 675	218 337	2,1	2,4
Madaoua	147 713	214 025	319 374	3,4	3,1
Tahoua	166 330	240 184	359 994	3,4	3,2
Tchintabaraden	103 139	84 950	89 457	-1,8	0,4
TILLABERY	928 949	1 328 283	1 889 515	3,3	2,7
Filingué	208 499	285 977	406 334	2,9	2,7
Kollo	131 145	234 588	325 706	5,4	2,6
Ouallam	143 431	190 171	281 821	2,6	3,1
Say	97 486	163 376	232 460	4,8	2,7
Téra	210 089	295 969	425 8224	3,2	2,8
Tillabéry	138 199	158 202	217 370	1,2	2,5

Source: Plaquette de présentation des données du RGP/H 2001

Les informations de ce tableau corroborent bien la conclusion qui fait ressortir une augmentation de la population sur les différents sites à quelques exceptions près. Les régions de Maradi et Tahoua ont enregistré un taux d'accroissement plus élevé de la première période intercensitaire (1977-1988) à la seconde (1988-2001), alors que la région de Tillabéry a connu une baisse de ce taux à la seconde période. Même si on retient le fait que le découpage administratif a changé entre les deux périodes (Niamey a été érigée en Communauté Urbaine, indépendante de Tillabéry après 1988), il n'en demeure pas moins que, pour une région qui enregistre des taux de fécondité élevée, on a un taux d'accroissement intercensitaire plus faible pour la seconde période (2,7 contre 3,3). Cette situation de Tillabéry n'étonne guère puisque, nous l'avons vu, ce sont les sites de cette région qui sont caractérisés par des irrégularités de leur évolution démographique.

V. Conclusion générale

La croissance démographique des sites retenus dans le cadre de l'étude sahélienne, à l'instar de celle des régions dont ils relèvent, est assez élevée. Pour tout le pays, cette croissance a été estimée par le recensement général de la population de 2001, à 3,3%.¹ C'est là un défi pour le milieu rural en proie à une dégradation accélérée de ces moyens de production que sont la terre. Or, cette croissance démographique entraîne de nouveaux besoins en services essentiels (eau, habitat, alimentation, éducation, santé). Les données des différentes enquêtes réalisées depuis 1990 montrent qu'en ce qui concerne la santé, il a été estimé en 1999, qu'il y avait 1 médecin pour 35 317 habitants alors que les normes de l'OMS prévoient 1 médecin pour 10 000 habitants. Les taux de mortalité infantile et de mortalité infanto-juvénile sont respectivement de 123‰ et de 274‰ (EDSN-II, 1998) et la couverture vaccinale des enfants est de 18% (EDSN-II, 1998). Le Gouvernement et les partenaires au développement doivent donc se mobiliser pour apporter des solutions concrètes et appropriées à la satisfaction des besoins de cette population nigérienne sinon, elles se verraient contraintes à quitter le pays pour chercher des lendemains meilleurs. Ces chiffres ont été corroborés par la situation décrite par les populations que nous avons rencontrées lors de nos passages.

Le Niger est un pays continental qui dispose de très peu de ressources naturelles. L'économie demeure encore agricole car plus de 80% de la main d'œuvre est dans le secteur agricole. L'agriculture et l'élevage sont tributaires des aléas climatiques ce qui crée une précarité pour les populations rurales qui sont régulièrement victimes des crises de famines. En outre la pression démographique réduit de plus en plus les superficies cultivables, en plus de la dégradation de l'environnement et la désertification. Les différentes actions de GRN ont suscité, aux dires des populations rencontrées, des espoirs qui se sont estompés avec l'arrêt de ces activités (les populations de Aguié continuent à protéger la régénération naturelle...cela ne dépend plus de projets ; et à Illéla les populations continuent à faire des tassa et des demi-lunes) . Face à cette situation préoccupante, le Gouvernement de la République du Niger en relation avec tous les partenaires a élaboré et mis en œuvre la Stratégie de Réduction de la Pauvreté qui n'a pas encore permis de résorber le flux migratoire des jeunes vers les pays voisins ou même lointains.

Au Niger, les migrations ne sont pas très importantes (à nuancer : migrations internes et définitives, mais l'exode vers d'autres pays est très importante). Mais bien qu'elles soient quantitativement faibles, elles révèlent de disparités qui ont une influence certaine sur les régions comme le montrent les résultats de cette étude. C'est ainsi que cette étude sahélienne a montré que tous les sites sont confrontés à ce problème (oui, mais croissance de la population dans la majorité des villages avec investissements en GRN = réduction de la migration ?). Si les différentes études sur les migrations révèlent un flux important de migration interne des régions vers Niamey et aussi vers Agadez et Diffa, les propos des populations ont montré quant à eux que les départs vers l'extérieur sont très importants.

¹ RGP/H 2001, Résultats définitifs des principaux indicateurs statistiques de la population du Niger en 2001, Décembre 2004, Plaquette de 4 pages

L'importance des migrations se situe dans le fait qu'elle redistribue la population au sein d'un territoire. En cela, elles contribuent à l'accroissement démographique des régions. Mais la migration a un double effet de perte par l'émigration et de gain par l'immigration. Elles peuvent donc changer fondamentalement le tissu socio - économique d'une région.

Il manque certes des chiffres sur l'exode, mais toujours est-il que, tout comme les migrations, l'exode aussi est un fait. Les revenus de cet exode tout comme ceux des migrations sont les principales sources de revenus des populations de ces sites qui n'ont que très peu de possibilités d'exercice d'activités économiques en dehors de l'embouche et du petit commerce. Le rapport sur l'économie de ces sites devraient nous étayer sur les transferts d'argent faits par les migrants et l'utilisation de ces transferts par les bénéficiaires sachant que, au Niger comme dans beaucoup de pays africains ces transferts financent des investissements dans le bétail, dans l'équipement agricole ou dans le petit commerce.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ATTAMA S., M. SEROUSSI, ALICHINA I.K., KOICHE H. et BARRERRE B., : Enquête Démographique et de Santé, Niger 1998, Calverton, Maryland, USA : Care International Niger et Macro International Inc., Février 1999, 358 pages

BADIANE W., : Caractéristiques migratoires et professionnelles des jeunes de la Médina (Dakar) in Les annales de l'IFORD, Vol 14, juin /Décembre 1990, pp 11 à 30.

Base de données du RGP/H 2001.

BELTRAMONE A., : La mobilité géographique d'une population, Collection Techniques Economiques Modernes, Gauthiers-Villars, 1966.

BUZINGO D., : Le rôle des migrations internes dans le développement du Burundi, in Les annales de l'IFORD, Vol 14, juin /Décembre 1990, pp 31 à 59.

CILSS-PAC, 1988, : Le sahel en lutte contre la désertification, leçons d'expérience, ouvrage collectif dirigé par Marceau Rochette, Juin, Ouagadougou, 592 pages.

COURGEAU D., : Analyse quantitative des migrations humaines, Masson, Paris, 1980

COURGEAU D., 2001, : Mobilité et hétérogénéité spatiale, in Démographie : analyse et synthèse, TI, la dynamique des populations, pp 479 à 502, Editions de l'INED, Mai, 550 pages.

Direction de la statistique et des comptes nationaux, 1991, : Répertoire national des villages du Niger, Niamey, Mars, 433 pages.

Données du PDRAA/PAI/P

Enda Graf Sahel, 1999, : Pauvreté, décentralisation et changement social, Éléments pour la reconstruction d'une Société Politique, Dakar, Septembre, 174 pages.

Institut du Sahel, Programme Majeur Population / Développement (CERPOD) : Profil démographique et socioéconomique du Niger, 1960-2000, INSAH, Septembre 2003, 109 pages.

Louis Lohle-Tart et Rémy Clairin, : De l'homme au chiffre, Réflexion sur l'observation démographique en Afrique, CEPED, UIESP, IFORD, Paris, Octobre 1988, 329 pages

Louis Roussel, Déplacements temporaires et migrations, in Démographie comparée, :TII, INSEE-INED, Paris, 1967, 108 pages.

Michel Picouet, : Les migrations, in Analyse des données, 3^{ème} partie, INSEE-INED, 1977, 55 pages.

Ministère de l'Économie et des Finances, Bureau Central du Recensement, Recensement Général de la Population 1988, : Analyse des données définitives : Migrations, Niamey, Février 1992, 71 pages.

Nations Unies, Manuel sur les méthodes d'estimation de la population, : Méthodes de mesure la migration interne, Manuel VI, New York, 1971, 85 pages.

Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest, Enquête Nationale Migration et Urbanisation au Niger (ENMU) 1992 – 1993, : Rapport National Descriptif, Bamako, Août 1997, 126 pages.

République du Niger, 2002, Cabinet du Premier Ministre, : *Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) complète*, préparée par le gouvernement du Niger, Niamey, Janvier, 209 pages.

République du Niger, Ministère du Développement Social, de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 1994, : *Population et développement*, Niamey, Février, 466 pages.

République du Niger, Ministère du Développement Social, de la Population et de la Promotion de la Femme, Direction de la Population, 1992, : *Déclaration de politique Nationale de population*, Niamey, Février, 39 pages.

Banque mondiale, 2004, REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ATTAMA S., M. SEROUSSI, ALICHINA I.K., KOCHÉ H. et BARRERRE B., : Enquête Démographique et de Santé, Niger 1998, Calverton, Maryland, USA : Care International Niger et Macro International Inc., Février 1999, 358 pages

BADIANE W., : Caractéristiques migratoires et professionnelles des jeunes de la Médina (Dakar) in Les annales de l'IFORD, Vol 14, juin /Décembre 1990, pp 11 à 30.

Base de données du RGP/H 2001.

BELTRAMONE A., : La mobilité géographique d'une population, Collection Techniques Economiques Modernes, Gauthiers-Villars, 1966.

BUZINGO D., : Le rôle des migrations internes dans le développement du Burundi, in Les annales de l'IFORD, Vol 14, juin /Décembre 1990, pp 31 à 59.

CILSS-PAC, 1988, : Le sahel en lutte contre la désertification, leçons d'expérience, ouvrage collectif dirigé par Marceau Rochette, Juin, Ouagadougou, 592 pages.

COURGEAU D., : Analyse quantitative des migrations humaines, Masson, Paris, 1980

COURGEAU D., 2001, : Mobilité et hétérogénéité spatiale, in Démographie : analyse et synthèse, TI, la dynamique des populations, pp 479 à 502, Editions de l'INED, Mai, 550 pages.

Direction de la statistique et des comptes nationaux, 1991, : Répertoire national des villages du Niger, Niamey, Mars, 433 pages.

Données du PDRAA/PAI/P

Enda Graf Sahel, 1999, : Pauvreté, décentralisation et changement social, Éléments pour la reconstruction d'une Société Politique, Dakar, Septembre, 174 pages.

Institut du Sahel, Programme Majeur Population / Développement (CERPOD) : Profil démographique et socioéconomique du Niger, 1960-2000, INSAH, Septembre 2003, 109 pages.

Louis Lohle-Tart et Rémy Clairin, : De l'homme au chiffre, Réflexion sur l'observation démographique en Afrique, CEPED, UIESP, IFORD, Paris, Octobre 1988, 329 pages

Louis Roussel, Déplacements temporaires et migrations, in Démographie comparée, :TII, INSEE-INED, Paris, 1967, 108 pages.

Michel Picouet, : Les migrations, in Analyse des données, 3^{ème} partie, INSEE-INED, 1977, 55 pages.

Ministère de l'Économie et des Finances, Bureau Central du Recensement, Recensement Général de la Population 1988, : Analyse des données définitives : Migrations, Niamey, Février 1992, 71 pages.

Nations Unies, Manuel sur les méthodes d'estimation de la population, : Méthodes de mesure la migration interne, Manuel VI, New York, 1971, 85 pages.

Réseau Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest, Enquête Nationale Migration et Urbanisation au Niger (ENMU) 1992 – 1993, : Rapport National Descriptif, Bamako, Août 1997, 126 pages.

République du Niger, 2002, Cabinet du Premier Ministre, : *Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) complète*, préparée par le gouvernement du Niger, Niamey, Janvier, 209 pages.

République du Niger, Ministère du Développement Social, de la Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, 1994, : *Population et développement*, Niamey, Février, 466 pages.

République du Niger, Ministère du Développement Social, de la Population et de la Promotion de la Femme, Direction de la Population, 1992, : *Déclaration de politique Nationale de population*, Niamey, Février, 39 pages.

Banque mondiale, 2004, : Nourrir, éduquer et soigner tous les nigériens, la démographie en perspective, Documents de travail N° 63, Washington D.C, Mars, 107 pages.

République du Niger et UNICEF, 2000, : Enquête à Indicateurs multiples 2000 (MICS2) Niamey, Niger, 147 pages.

| [:](#) Nourrir, éduquer et soigner tous les nigériens, la démographie en perspective, Documents de travail N° 63, Washington D.C, Mars, 107 pages.

| **République du Niger et UNICEF, 2000, :** Enquête à Indicateurs multiples 2000 (MICS2)
Niamey, Niger, 147 pages.